

J'ai aussi proposé, comme deuxième initiative, des réunions régulières de ministres détenant des portefeuilles importants, alternativement aux États-Unis et au Canada. Troisièmement, nous souhaitons organiser des réunions bilatérales plus fréquentes entre représentants du congrès américain et du parlement canadien afin d'y aborder une plus grande gamme de sujets d'intérêt commun, allant des importations d'acier aux pluies acides. Quatrièmement, les représentants de nos gouvernements provinciaux peuvent et devraient rencontrer plus fréquemment leurs homologues des États voisins. En outre, diverses propositions ont été faites visant l'adoption de nouvelles structures ou le perfectionnement de celles qui existent déjà afin d'étudier les différends bilatéraux, de les analyser et de les résoudre, dans un cadre qui pourrait s'inspirer de la Commission mixte internationale.

Ces initiatives méritent qu'on s'y arrête, ce qui ne veut pas dire que notre participation aux affaires internationales se fera dans une perspective étroite ou exclusive. Au contraire, que ce soit en matière de libéralisation du commerce, de défense, de désarmement ou de développement international, nous attachons une grande importance au rôle que nous pouvons jouer au sein d'institutions multilatérales solides. Nous croyons que c'est par l'entremise de ces institutions que nous pourrions le mieux exercer une influence constructive sur la scène internationale.

Le Canada a connu de profonds changements au cours de la dernière décennie et ses citoyens viennent de traverser une période difficile de leur histoire. Mais, aujourd'hui, la population canadienne a repris confiance en elle-même en tant que nation. Dans toutes les régions du pays, les Canadiens sont persuadés que leur avenir dépend d'un commun effort. Ils se sont servis de leur pouvoir en tant qu'électeurs pour exprimer leur ferme désir que cesse le jeu des affrontements dans leurs relations politiques internes. Ils ont voté en faveur d'une nouvelle ère de conciliation et de collaboration.

Ainsi, les Canadiens voulaient que l'on trouve une issue à l'impasse des discussions concernant l'exploitation du pétrole et du gaz des gisements situés au large des côtes de Terre-Neuve. Celle-ci est en train de se débloquer. Les Canadiens voulaient que l'Ouest ait, sans restriction, voix au chapitre, au sein de la confédération. Maintenant, c'est chose faite.

Jeudi dernier, j'ai eu une réunion importante avec le premier ministre Lévesque à Québec. Au cours de la dernière élection, en septembre, la population du Québec a appuyé massivement notre programme de réconciliation nationale et de renouveau économique. Je puis vous dire qu'il y a une nouvelle attitude dans cette province. La population québécoise tient à s'assurer qu'elle joue maintenant un rôle à part entière et sans équivoque dans les affaires du Canada.

J'aimerais vous dire quelques mots sur l'état dans lequel nous avons trouvé les finances du Canada au lendemain du scrutin du 4 septembre. Nous avons constaté que le déficit fédéral de l'année financière en cours devait atteindre les 34.5 milliards de dollars. Nous nous sommes rendu compte, de plus, que même si le taux de croissance s'avérait raisonnable, le déficit annuel continuerait d'osciller entre 34 et 38 milliards de dollars jusqu'à la fin de la décennie, ce qui rendrait plus accablant encore le fardeau de notre dette. Permettez que je situe ces données dans une autre perspectives : en 1967, année du centenaire du Canada, l'endettement national équivalait à 4 000 dollars par famille. Dix-sept ans plus tard, ce montant est passé à 24 000 dollars et, d'ici 1990, c'est-à-dire dans cinq ans à peine si nous n'y